

CAHIER DES CHARGES ADMINISTRATIF

SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE Procédure N° 220012

**Acquisition de véhicules et prestations associées pour
les usages du GHT des Hôpitaux de Provence**

Nomenclature :

24-01 véhicules automobiles

24-02 camions et véhicules utilitaires

24-03 cyclomoteurs et cycles

81-03 maintenance des cyclomoteurs et cycles

81-01 maintenance de véhicule de transport de personne

Groupement Hospitalier de Territoire Hôpitaux de Provence
Procédure portée par l'APHM
80 RUE BROCHIER
13354 MARSEILLE CEDEX 5

SOMMAIRE

Préambule	4
1 - Contexte	4
2 - Dispositions générales du Système d'Acquisition Dynamique	4
2.1 - Objet du contrat	4
2.2 - Catégories et montants du SAD	5
2.3 - Durée du système d'acquisition dynamique	6
2.4 - Les modalités de candidature au SAD :	6
2.5 - Obligations des candidats retenus	7
3 - Modalités de passation des marchés spécifiques	7
3.1 - Passation des marchés spécifiques	7
3.2 - Objet des marchés spécifiques	8
3.3 - Forme des marchés spécifiques	8
3.4 - Durée des marchés spécifiques	8
3.5 - Documents de consultation pour marchés spécifiques	8
3.6 - Dossier à remettre et contenu de l'offre	9
3.7 - Modalités de remise des offres	9
3.8 - Evaluation des offres des marchés spécifiques	9
3.9 - Notification	9
3.10 - Pièces du marché spécifique	9
4 - Pièces contractuelles du marché spécifique	9
5 - Délais d'exécution du marché spécifique	10
6 - Bon de commande	10
7 - Prix des marchés spécifiques	10
7.1 - Prix de référence	10
7.2 - Forme de prix	11
7.3 - Offre promotionnelle	11
8 - Condition d'exécution des prestations	11
8.1 - Mode de livraison	11
8.2 - Transport	12
8.3 - Document à fournir à la réception de l'équipement	12
8.4 - Formation	12
8.5 - Prestations associées	13
9 - Opération de vérification et décision	13
9.1 - Vérification quantitative et qualitatives	13
9.2 - Admission	13
10 - Sous-traitance	13
11 - Garanties	13
11.1 - Contractuelles	13
11.2 - Financières	13
12 - Avance	14
13 - Modalités de règlement des comptes	14
13.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	14
13.2 - Présentation des demandes de paiement	14
13.3 - Délai global de paiement	15
13.4 - Paiement des cotraitants	15
14 - Pénalités	15
14.1 - Pénalités de retard	15
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	15
15 - Assurances	15

16 - Obligations du titulaire	16
17 - Exclusion et résiliation du contrat.....	16
17.1 - Exclusion d'un candidat admis au SAD	16
17.2 - Résiliation d'un marché spécifique	16
17.3 - Exécution par défaut	16
17.4 - Redressement ou liquidation judiciaire	16
18 - Clause de ré-examen des conditions tarifaires du marché	17
19 - Cession	17
20 - Règlement des litiges et langues	18
21 - Dérogations	18

Préambule

Depuis le 1^{er} juillet 2016, l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille, le CHPA-CHIAP, le CH de Salon de Provence, le CH d'Arles, les Hôpitaux de Camargue, le CH de Martigues, le CH d'Aubagne, le CH de La Ciotat, le CH d'Allauch, le Centre de Gériatrie Départemental (CGD)¹³, le CHS Edouard Toulouse, le CHS Montperrin, le CHS de Valvert et le HIA Laveran se sont constitués en groupement Hospitalier de Territoire.

Ce Groupement initialement dénommé **GHT Bouches du Rhône** par la convention constitutive du 30 juin 2016 a été renommé **Hôpitaux de Provence - Groupement Hospitalier et Universitaire des Bouches-du-Rhône**.

L'établissement support de ce GHT est l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille.

En tant qu'établissement support, et selon la réglementation en vigueur (Article L.6132-3 du Code de la Santé Publique), **l'AP-HM, depuis le 1^{er} janvier 2018, agit pour le compte des établissements partie au groupement hospitalier de territoire « Hôpitaux de Provence - Groupement Hospitalier et Universitaire des Bouches-du-Rhône ».**

A ce titre, il assure la passation des marchés et de leurs avenants ainsi que leur éventuelle résiliation pour tout ou partie des membres du **groupement hospitalier de territoire « Hôpitaux de Provence - Groupement Hospitalier et Universitaire des Bouches-du-Rhône »** conformément aux dispositions du code de la commande publique.

L'exécution et le suivi des marchés relèvent des établissements partie au **groupement hospitalier de territoire « Hôpitaux de Provence - Groupement Hospitalier et Universitaire des Bouches-du-Rhône ».**

1 - Contexte

La crise sanitaire a provoqué l'instabilité du secteur automobile via différentes ruptures d'approvisionnement de matières premières et de composants électroniques provoquant ainsi l'allongement des délais de livraison. De plus, face aux nouveaux enjeux réglementaires en matière de transition énergétique, le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) des Hôpitaux de Provence souhaite se doter d'une flotte de véhicule à faible émission de CO₂ dont l'offre est encore trop restreinte auprès des centrales d'achat nationales. Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) des Hôpitaux de Provence a fait le choix pour répondre à ses besoins ponctuels et spécifiques de lancer une procédure de Système d'Acquisition Dynamique (SAD) d'acquisition de véhicules et prestations associées.

2 - Dispositions générales du Système d'Acquisition Dynamique

2.1 - Objet du contrat

Le système d'acquisition dynamique (SAD) est un dispositif électronique qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques, pour des achats d'usage courant selon les dispositions de l'article R2162-38 du code de la commande publique, le système d'acquisition dynamique respecte les règles de l'appel d'offres restreint sous réserve des dispositions des articles R. 2162-39, R. 2162-41 à R. 2162-47 et R. 2162-49 à R. 2162-51.

Ce système d'acquisition dynamique a pour objet l'acquisition de véhicules et prestations associées pour les usages du GHT.

Le marché s'exécute dans le cadre d'un groupement d'acheteurs constitué sous la forme suivante : groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

Etablissements parties :

- Centre Hospitalier La Ciotat
- Centre Hospitalier de Martigues
- Centre Hospitalier Spécialisé de Valvert
- Groupement Hospitalier de Territoire Hôpitaux de Provence
- Centre Hospitalier d'Aubagne
- Centre Gériatologique Départemental
- Hôpitaux des portes de Camargues
- Hôpital du pays Salonais
- Hôpital d'Instruction des Armées Laveran
- Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis
- Centre hospitalier spécialisé Edouard Toulouse
- Centre hospitalier d'Allauch
- Centre hospitalier Montperrin
- Assistance Publique Hôpitaux de Marseille (AP-HM)

Acheteur référent : Assistance Publique Hôpitaux de Marseille (AP-HM)

L'AP-HM au titre d'acheteur référent est le pouvoir adjudicateur pour la passation du Système d'Acquisition Dynamique (SAD). Il demeure seul responsable de toute la procédure de passation du système d'acquisition dynamique et de ses éventuelles modifications.

Les établissements parties dont l'AP-HM sont dans le cadre de l'exécution du SAD responsables de la passation des marchés spécifiques et de l'exécution des prestations. En effet, les marchés spécifiques seront lancés soit par les établissements du GHT pour leurs propres besoins, soit par l'AP-MH pour les besoins de ces établissements.

Les établissements parties en charge de la procédure du marché spécifique sont compétents pour procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la commande publique, à :

- l'organisation de la procédure de passation de marché spécifique dans le respect du dossier de consultation du système d'acquisition dynamique ;
- signer et notifier le marché spécifique ;
- procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché spécifique,
- réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du marché spécifique,
- prononcer la résiliation du marché spécifique,
- gérer les relations pré - contentieuses et les contentieux formés à l'encontre de la passation des marchés spécifiques,

L'exécution des marchés spécifiques, relève des établissements parties.

Dans l'hypothèse où le marché spécifique est lancé par l'AP-HM pour un établissement partie, ce dernier sera pouvoir adjudicateur pour l'exécution des prestations.

2.2 - Catégories et montants du SAD

Le présent système d'acquisition dynamique consiste en l'acquisition de véhicules et prestations associées pour les usages des établissements du GHT. Le système d'acquisition dynamique est divisé en catégories ci-dessous définies :

Catégories	Désignation	Volume achat annuel estimatif
1	Véhicules particuliers et véhicules légers utilitaires neufs	220 000,00 €
2	Véhicules jusqu'à 3.5 T neufs	100 000,00 €
3	Véhicules spéciaux neufs	80 000,00 €

4	Véhicules d'urgence neufs	115 000,00 €
5	Poids lourds	200 000,00 €
6	Remorques et semi-remorque neufs	50 000,00 €
7	Deux roues et quadricycle à moteur neufs	2 000,00 €
8	Véhicules particuliers et véhicules légers utilitaires d'occasion	30 000,00 €
9	Véhicules jusqu'à 3.5 T d'occasion	34 000,00 €
10	Véhicules spéciaux d'occasion	34 000,00 €
11	Poids lourds d'occasion	50 000,00 €

Catégories	Désignation	Volume achat annuel estimatif
1	Véhicules particuliers et véhicules légers utilitaires neufs	900 000,00 €
2	Véhicules jusqu'à 3.5 T neufs	400 000,00 €
3	Véhicules spéciaux neufs	300 000,00 €
4	Véhicules d'urgence neufs	800 000,00 €
5	Poids lourds	400 000,00 €
6	Remorques et semi-remorque neufs	150 000,00 €
7	Deux roues et quadricycle à moteur neufs	4 000,00 €
8	Véhicules particuliers et véhicules légers utilitaires d'occasion	500 000,00 €
9	Véhicules jusqu'à 3.5 T d'occasion	250 000,00 €
10	Véhicules spéciaux d'occasion	200 000,00 €
11	Poids lourds d'occasion	300 000,00 €

Chaque candidat peut se positionner sur une ou plusieurs catégories, voire l'ensemble des catégories.

Les quantités indiquées en annexe 1 du RC s'appliquent à chaque catégorie dans sa globalité et sont « estimatives » sur la durée du marché. Elles ne constituent en aucun cas un engagement contractuel minimum de commande de la part du GHT.

2.3 - Durée du système d'acquisition dynamique

Le système d'acquisition dynamique est passé pour une durée 10 ans. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

La durée du système d'acquisition dynamique court à compter de la date de sa publication.

2.4 - Les modalités de candidature au SAD :

L'AP-HM offre, pendant toute la durée de validité du système, un accès libre, direct et complet aux documents de la consultation. Le délai d'examen de la candidature est porté à 10 jours.

L'AP-HM pourra interroger le candidat pour obtenir des précisions ou des documents manquants. Ils pourront être demandés dans un délai de deux jours ouvrables. Le retard dans la réponse prolongera d'autant le délai d'examen de la candidature dans un délai maximum de 10 jours.

L'AP-HM notifie via le profil d'acheteur sa décision d'agrément ou de rejet de la candidature.

Il appartient aux candidats de signaler toute modification les affectant et notamment leur situation juridique mais aussi un changement d'adresse ou de personne contact via la plateforme.

A tout moment au cours de la période de validité du système d'acquisition dynamique, l'acheteur peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date d'envoi de la demande.

Les établissements parties attirent l'attention des futurs candidats sur l'exécution des prestations associés : contrat d'entretien, extension de garantie, location de batterie, document d'immatriculation. Si le candidat doit déléguer les prestations à un tiers, il devra au titre de la candidature répondre soit en groupement, soit indiquer son intention de sous-traiter la prestation afin que la personne publique puisse juger de ses moyens pour répondre aux marchés spécifiques. En cas de sous-traitance, le candidat aura la possibilité de déclarer son ou ses sous-traitants au niveau du marché spécifique.

2.5 - Obligations des candidats retenus

Pendant toute la durée du SAD, les candidats admis sont invités à répondre autant que possible aux marchés spécifiques lancés par les établissements du GHT Hôpitaux de Provence.

Le candidat admis au SAD s'engage à informer le GHT de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du SAD, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse ou son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse et coordonnées bancaires.

Il lui fait parvenir le cas échéant par lettre recommandée avec accusé de réception, un extrait K-Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB. Ces changements seront vérifiés en amont afin de se prémunir de toute tentative d'escroquerie.

3 - Modalités de passation des marchés spécifiques

3.1 - Passation des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques seront lancés directement par les établissements parties, en fonction de la survenance du besoin, pendant toute la durée du SAD. Dans certains cas, l'AP-HM se réserve la possibilité de passer le marché spécifique pour un ou plusieurs établissements parties.

Un marché spécifique devra être lancé dans les 10 jours suivants la mise à jour de la liste des candidats admis dans le SAD par l'un des établissements parties. Le marché spécifique ne devra pas être lancé après les 10 jours de cette mise à jour sous peine de ne pas respecter les principes qui gouvernent le SAD et de ne pas respecter les principes de libre accès à la commande publique et d'égalité de traitement.

Les établissements du GHT s'engagent à passer les marchés spécifiques dans le respect des termes du dossier de consultation du système d'acquisition dynamique.

Tous les candidats admis dans le SAD, et seuls ces candidats, sont invités à présenter une offre dans un délai minimal de 10 jours à compter de l'envoi de la lettre d'invitation à soumissionner à un ou plusieurs marchés spécifiques. Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre : ils pourront être interrogés pour en connaître le motif.

La consultation se déroule uniquement par voie électronique.

3.2 - Objet des marchés spécifiques

Le présent système d'acquisition dynamique a pour objet l'acquisition de véhicules et prestations associées pour les usages des établissements du GHT. Les marchés spécifiques auront pour objet l'acquisition de véhicules et prestations associées suivant l'une des catégories qui composent le SAD. Plusieurs marchés spécifiques pourront être lancés en même temps.

Catégories	Désignation
1	Véhicules particuliers et véhicules légers utilitaires neufs
2	Véhicules jusqu'à 3.5 T neufs
3	Véhicules spéciaux neufs
4	Véhicules d'urgence neufs
5	Poids lourds
6	Remorques et semi-remorque neufs
7	Deux roues et quadricycle à moteur neufs
8	Véhicules particuliers et véhicules légers utilitaires d'occasion
9	Véhicules jusqu'à 3.5 T d'occasion
10	Véhicules spéciaux d'occasion
11	Poids lourds d'occasion

Les établissements parties du GHT sont habilités à lancer leur marché spécifique sur toutes les catégories. Ils ont, à ce titre, la qualité de pouvoir adjudicateur du marché spécifique.

Le marché spécifique a pour objet de définir précisément les caractéristiques techniques de la fourniture objet du marché et prestations associées.

3.3 - Forme des marchés spécifiques

Les « marché spécifiques » sont entendus comme des « marché spécifiques passés sur le fondement du SAD » conformément aux articles R.2162-37 à 51 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles R.2162-37 et suivants du Code de la commande publique, les parties ne pourront apporter des modifications substantielles aux termes fixées dans le SAD lors de la passation des marchés fondés sur cet accord. Les établissements partis préciseront cependant les clauses dérogatoires au CCAP du SAD et la durée de ce dernier.

3.4 - Durée des marchés spécifiques

La durée des prestations seront précisés dans chaque marché spécifique.

3.5 - Documents de consultation pour marchés spécifiques

Pour la passation de chaque marché spécifique, le candidat au SAD sera invité à remettre une offre sur la base des documents de consultation. Ces documents comprendront au minimum :

- La lettre de consultation mentionnant, entre autres, la date et heure limites, les modalités et adresse de remise des offres.
- Les documents propres à la consultation, à savoir :
 - ✓ Le cahier des charges : descriptif technique des prestations à réaliser et conditions générales et / ou spécifiques des règles administratives

- ✓ Un acte d'engagement
- ✓ Le bordereau de prix unitaire et forfaitaire

3.6 - Dossier à remettre et contenu de l'offre

Les candidats admis au SAD pourront présenter, pour chaque marché spécifique, une offre technique ainsi qu'une offre de prix la plus avantageuse possible pour chacune des prestations concernées.

Les offres déposées, dans le cadre des marchés spécifiques, devront être conformes aux stipulations du SAD et aux documents propres au marché spécifique.

Les candidats remettront, au minimum :

- Le bordereau de prix dûment complété, daté et signé
- Les fiches techniques des produits et le mémoire technique du marché spécifique le cas échéant
- Le ou les tarifs applicables à la date de remise des offres
- Tout autre document susceptible de démontrer la qualité des prestations attendues :
 - ✓ Certifications de conformité à la norme, rapport d'essai le cas échéant

L'acte d'engagement pourra être remis uniquement au stade de l'attribution.

3.7 - Modalités de remise des offres

Les modalités de remise des offres sont exclusivement électroniques et telles qu'indiquées par chaque établissement de santé du GHT Hôpitaux de Provence dans les documents de consultation du marché spécifique.

3.8 - Evaluation des offres des marchés spécifiques

Les critères de sélection des offres seront indiqués lors du lancement du marché spécifique, à titre d'exemple :

Critère	Intitulé du critère
1	Valeur financière
2	Valeur technique
3	Délais de livraison

3.9 - Notification

L'établissement partie du GHT Hôpitaux de Provence à l'initiative du marché spécifique procédera à la notification du marché spécifique au titulaire.

3.10 - Pièces du marché spécifique

Les pièces du marché spécifique s'ajoutent au socle contractuel du SAD.

4 - Pièces contractuelles du marché spécifique

Les pièces contractuelles du marché spécifique sont les R.2162-40 suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP) du marché spécifique
- L'acte d'engagement
- Le bordereau de prix unitaire et forfaitaire
- Le CCAG Fourniture et Service
- Les fiches techniques des véhicules

- Les contrats d'entretien et autres

5 - Délais d'exécution du marché spécifique

Le délai de livraison des véhicules est indiqué dans les offres du titulaire (considéré en semaine). Il commence à courir à partir de la date de réception du bon de commande par le titulaire et ne pourra excéder celui indiqué dans les offres du titulaire dans un délai maximum indiqué au CCP du marché spécifique.

Tout non-respect de ces délais entraînera l'application de pénalités, comme indiqué à l'article 15 du présent CCAP.

6 - Bon de commande

Les commandes seront faites par le moyen d'un bon de commande qui comportera :

- la référence au marché
- la désignation de l'équipement et de la prestation demandée
- le prix d'engagement correspondant au prix marché
- le lieu d'exécution
- l'adresse de facturation
- le montant du bon de commande
- le numéro du bon de commande

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 90 jours.

Les véhicules devront être livrés au point de livraison indiqué sur chaque bon de commande.

La qualité de la fourniture et des prestations doit être constante tout au long de l'exécution du marché et identique à celle présentée par le mémoire technique du titulaire lors de l'appel d'offres.

IMPORTANT : Il est rappelé que toute modification (référence, substitution...) doit faire l'objet d'une information et d'une approbation préalables des établissements parties.

Tout courrier relatif à d'éventuelles modifications doit être impérativement envoyé à l'adresse de l'établissement partie : voir annexe 2 du CCAP

7 - Prix des marchés spécifiques

7.1 - Prix de référence

Les prix de référence sont les prix unitaires nets HT qui figurent dans le bordereau des prix de chaque marché spécifique ou calculés à partir des éléments figurant dans les documents constituant ce bordereau de prix.

Les véhicules seront livrés franco de port et d'emballage. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les frais d'immatriculation (qui devront comprendre tous les frais y compris en cas d'immatriculation temporaire), de carte grise, de vignette Crit'Air ou autres seront demandés au titre des marchés spécifiques.

Le taux de TVA précisé dans l'offre est celui en vigueur au jour du dépôt de l'offre et sera actualisé par défaut automatiquement à chaque changement officiel. Il appartient au titulaire du marché, s'il se trouve dans une situation d'exception, d'en informer la Personne Publique.

7.2 - Forme de prix

Les prix sont déclarés fermes pour toute la durée du marché spécifique à la date de notification de ce dernier.

Le marché spécifique sera traité à prix unitaire ou forfaitaire conformément aux bordereaux de prix joint à l'acte d'engagement.

7.3 - Offre promotionnelle

En cours d'exécution du marché spécifique, et à l'initiative de son Titulaire, les prix des matériels et prestations figurant dans le marché spécifique pourront temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le Titulaire du marché spécifique adressera au Bénéficiaire son tarif promotionnel par mail, en précisant:

- la désignation précise des matériels et prestations concernés par l'offre promotionnelle.
- la durée de validité de l'offre promotionnelle.
- Les pourcentages de variation par rapport aux prix de référence précédemment pratiqués

Par ailleurs, les prix résultant d'une offre promotionnelle devront être parfaitement identifiés sur la facture correspondante, au moyen d'un code tel que « PROMO » ou « P » en abrégé.

Ces offres promotionnelles ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls aux prestations figurant aux BPU annexes de l'acte d'engagement.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché spécifique sont ceux à nouveau en vigueur.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion, pour les matériels et prestations concernés. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché déterminés selon les modalités indiquées à l'article 6 du présent document seront à nouveau en vigueur de plein droit.

Il est possible de déposer une première offre promotionnelle dès la remise de l'offre, en complément à l'offre de base.

Les taux de remise sont ceux prévus dans l'offre du Titulaire du marché spécifique.

8 - Condition d'exécution des prestations

8.1 - Mode de livraison

Avant la livraison du ou des véhicules, le titulaire devra prévoir des réunions de travail pour les opérations d'agencement si besoin.

Les deux parties procèderont avant sa livraison à une revue générale du véhicule chez le titulaire et fera l'objet d'un procès verbal. La personne publique se réserve le droit de ne pas autoriser la livraison du véhicule si cette revue générale fait apparaître des malfaçons ou non conformités au cahier des charges. Le titulaire devra prendre en charge, les adaptations demandées conformément au cahier des charges, sans qu'il puisse élever de contestation ni imposer de supplément de prix.

La réception du ou des véhicules se fera sur un site donné par l'établissement partie, le lieu et les conditions seront indiquées sur les bons de commande.

Le titulaire est tenu d'avertir au moins huit jours à l'avance le représentant de l'établissement demandeur de la date de livraison du véhicule.

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison comportant les indications suivantes :

- la désignation des fournitures livrées
- la quantité livrée
- la référence du bon de commande

Les véhicules sont livrés sur place par convoyage sur porte-char si besoin exprimé dans le marché spécifique. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

8.2 - Transport

Après la revue générale du ou des véhicules, l'équipement est livré à destination sans frais supplémentaires selon les conditions exprimées au 8-1 du présent CCAP franco de port et d'emballage. Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20-3 du CCAG FCS.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

8.3 - Document à fournir à la réception de l'équipement

Dès la réception de la fourniture, le fournisseur devra remettre les documents suivants :

- ✓ Documentation technique: le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française majoritairement, nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement correct du matériel livré et à l'entretien et aux réparations courantes (schémas de montage, guide tutoriel éventuel...). Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.
- ✓ Carnet d'entretien du véhicule
- ✓ Certificat de garantie
- ✓ Certificat de carrossage
- ✓ Procès-verbal des mines si nécessaire,
- ✓ Carte grise
- ✓ Vignette Crit'Air
- ✓ Le certificat et Plaques d'immatriculation
- ✓ Justificatifs de conformité à la norme EN 1789 pour les véhicules sanitaires
- ✓ Rapport de test ou autre concernant la puissance électrique
- ✓ Plan et schéma des aménagements réalisés si besoin exprimé dans le marché spécifique
- ✓ Fiche technique et manuel d'entretien/utilisation des équipements inclus dans l'aménagement
- ✓ Le schéma détaillé (avec identification) du montage du circuit électrique spécifique au véhicule si besoin exprimé dans le marché spécifique

Les documents précités devront être des originaux parfaitement lisibles.

La réception définitive du matériel ne sera pas prononcée en l'absence de ces documents.

Un procès-verbal de réception du véhicule sera signé par le titulaire et la personne publique.

8.4 - Formation

Dès la réception de la fourniture, le fournisseur devra présenter le véhicule et dispenser une formation aux utilisateurs sur les différents équipements et aménagements permettant une utilisation aisée des fonctionnalités.

8.5 - Prestations associées

Il pourra être demandé au titre des marchés spécifiques des prestations associées à l'acquisition des véhicules, à titre d'exemple:

- Un contrat d'entretien complet qui pourra comprendre : les entretiens courants (huiles, lubrifiants), la révision, l'assistance 24h/24h. 7j/7 avec véhicules de remplacement, changement des pièces d'usures
- Une extension de garantie du véhicule
- La reprise de véhicules existants des établissements : le candidat peut proposer la reprise d'un ou de plusieurs véhicules similaires lors de l'acquisition des véhicules objets du marché spécifique.
- Location de pack batterie pour les véhicules électriques
- Autres prestations

9- Opération de vérification et décision

9.1 - Vérification quantitative et qualitatives

Ces opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du chapitre V du CCAG FCS.

Elles seront effectuées au lieu de livraison indiqué sur le bon de commande (cf article 6.4)

9.2 - Admission

Suite aux vérifications lors de la livraison, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG FCS par le représentant de l'administration.

En cas de rejet de fournitures non-conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

10 - Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée pour les prestations associées.

11 - Garanties

11.1 - Contractuelles

La durée de garantie est indiquée dans le tableau des offres de l'acte d'engagement.

Une durée minimale de garantie sera exigée au titre des marchés spécifiques.

La garantie comprend tous les frais concernant les pièces, la main d'œuvre, les frais de port d'envoi des pièces et les frais de déplacement.

11.2 - Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

12 - Avance

Des avances pourront être versées au titre des marchés spécifiques. Les modalités de l'avance seront fixées dans chaque marché spécifique.

13 - Modalités de règlement des comptes

13.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

13.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le Titulaire joindra à la facture les pièces justificatives nécessaires à la vérification et à l'acceptation des sommes réclamées.

Notamment, lorsque le marché prévoit la possibilité de commander des fournitures hors bordereaux de prix unitaires du marché, le Titulaire joindra à la facture les pièces justifiant les prix des fournitures (extrait des tarifs publics, copie des devis acceptés par la Personne Publique), et le taux de remise contractualisé dans le cadre du marché devra figurer sur la facture.

Tout changement de domiciliation bancaire intervenant dans le cadre du marché devra être notifié au plus tôt par le titulaire du marché : transmission du nouveau RIB à l'établissement partie.

Le comptable assignataire chargé du paiement est indiqué en annexe 2 du présent CCAP

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G-FCS. Toute non-conformité de la facture suspend le délai de paiement.

13.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) aux termes des marchés spécifiques seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

13.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement du marché spécifique

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Pénalités de retard pour la livraison

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités égales à 300 € par semaine de retard, en dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.

Pénalités de retard sur le délai de réparation pendant la période de garantie

Lorsque le délai contractuel de réparation, fixé sur le devis établi par le titulaire, est dépassé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités égales à 50 € par jour de retard, en dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.

Les établissements parties se réservent le droit d'accepter une prolongation du délai annoncé et argumenté par le titulaire si nécessaire avant l'application des pénalités.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Obligations du titulaire

Le titulaire produit dès la notification d'un marché spécifique, puis tous les 6 mois les documents visés par l'article R. 2143--6 et suivants du code de la commande publique:

Afin de simplifier et sécuriser la remise de ces documents par le titulaire, certains établissements parties met à disposition la plateforme en ligne e-Attestations (<https://www.e-attestations.com>).

Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

17 - Exclusion et résiliation du contrat

17.1 - Exclusion d'un candidat admis au SAD

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer sans indemnité, l'exclusion à l'égard de tout candidat admis dans le SAD. Cette décision d'exclusion ne peut intervenir qu'après que l'opérateur en ait été informé et invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dès réception de la décision d'exclusion. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. Cette exclusion peut intervenir pour un candidat :

- en cas d'absence de réponses du candidat suite à 3 invitations à remettre une offre
- dont le marché spécifique, en tant que titulaire, a été résilié pour faute par le pouvoir adjudicateur,

17.2 - Résiliation d'un marché spécifique

Il sera fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Conformément à l'article L. 2195-4 du code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché spécifique est, au cours de la procédure de passation ou de l'exécution du marché spécifique, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure, le marché spécifique pourra être résilié pour ce motif.

Le titulaire informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

17.3 - Exécution par défaut

En cas d'inexécution temporaire ou mauvaise exécution de la part du fournisseur, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit :

1° soit de décider de résilier le marché conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS dans le cas où l'inexécution serait prolongée ou d'une particulière gravité au regard du marché

2° soit de recourir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire défaillant. Ce dernier n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaire à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

17.4 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Clause de ré-examen des conditions tarifaires du marché

En application des articles L6, L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen a vocation à mettre en œuvre la théorie de l'imprévision durant l'exécution du présent marché.

Cette clause sera applicable en cas d'augmentation du prix des composants indispensables à l'exécution des prestations (comme par exemple les matières premières, les coûts de transports, les coûts de main d'œuvre, etc) dépassant les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties au moment de la passation du contrat.

En effet, dans une telle situation l'application de la clause de révision des prix telle que prévue au marché ne suffirait pas à en garantir l'équilibre économique.

L'application de cette clause nécessite que le surcoût supporté par le cocontractant de l'administration soit la conséquence directe d'un événement imprévisible, indépendant de l'action des parties, et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat.

Dans cette hypothèse :

- le pouvoir adjudicateur renonce à l'application de la clause de sauvegarde prévue à l'article 7-2;
- et les parties dérogent à la stipulation relative à la périodicité prévue à l'article 7-2 permettant ainsi une révision du prix dès que la situation économique le justifie et pour une durée égale cette dernière.

A charge pour le titulaire du marché, dès la survenance de l'événement, de présenter, par télécopie ou courrier électronique, sa demande accompagnée de tous les justificatifs étayant la proposition d'augmentation tarifaire en précisant la période d'application souhaitée (date de début et de fin).

Alors, les parties fixeront conjointement la période d'application du nouveau prix au regard de leur connaissance de la situation économique.

Cette période pourra être prolongée à l'issue de la période tant que la situation économique perdure. Dans ce cas, un mois avant la fin de la période, le titulaire devra communiquer au pouvoir adjudicateur les éléments nécessaires à une éventuelle prolongation de la dérogation (condition des prix et durée).

19 - Cession

Toute modification apportée dans la forme juridique de l'entreprise titulaire devra être notifiée à AP-HM pour les établissements parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette lettre devra être accompagnée des documents justifiant les changements intervenus, notamment des extraits des journaux d'annonces légales dans lesquels auront été publiés les modifications et un extrait du Registre du commerce.

Il sera interdit au prestataire de céder tout ou partie du service sans y être expressément autorisé par l'AP-HM les établissements parties. Toute cession ou sous-traitance passée sans autorisation restera nulle et de nul effet à l'égard de APMH pour le GHT.

La résiliation ne peut être prononcée lorsque l'opérateur économique fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L.631-1 du code de commerce, à condition qu'il ait informé sans délai l'acheteur de son changement de situation.

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché spécifique, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché spécifique prononcée aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG Fourniture Courantes et Services., si le pouvoir adjudicateur résilie le marché spécifique pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation de 1%, obtenue en appliquant au montant minimum hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises. En cas d'atteinte du montant minimum, le titulaire ne percevra aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Marseille est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Marseille
22 à 24 rue Breteuil
13281 MARSEILLE CEDEX 06

Tél : 04 91 13 48 13
Télécopie : 04 91 81 13 89
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Dérogations

- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services